

\$120, serviront au progrès social. Rien ne nous dit que cet argent servira aux fins prévues. Rien ne nous assure que cet argent servira à «Medicare» ou à autre chose. Cet argent sera versé dans le Fonds du revenu consolidé.

La semaine dernière, nous avons étudié une mesure et nous avons compris que le Fonds du revenu consolidé servirait dorénavant à permettre des prêts plus considérables grâce à la Société centrale d'hypothèques et de logement.

Le projet de l'impôt du progrès social qu'on veut nous offrir actuellement ira dans le Fonds du revenu consolidé et servira surtout à payer les augmentations d'intérêt de la dette publique et à permettre un taux d'intérêt plus élevé, quant aux prêts qu'on pourra offrir dorénavant.

Il est inutile de vouloir convaincre l'honorable député de Trois-Rivières qui, à un moment donné, avec son béret blanc, calé jusqu'aux oreilles, aurait pu comprendre autre chose, croyait-on, au point de vue de la justice sociale que ce qu'il raconte à la Chambre depuis le mois de septembre. Mais il portait le béret seulement pour la forme, à l'époque.

Nous, les créditistes, nous avons répété à la Chambre que le gouvernement ne doit pas être un Père Noël, que le gouvernement n'est pas une entreprise privée, que le gouvernement ne doit pas donner de l'argent à gauche et à droite, mais que le gouvernement doit servir à stabiliser l'économie. Lorsque, par exemple, le gouvernement décide de mettre de l'argent en circulation pour des fins de guerre, il n'y a pas de problème. On ne parle pas d'austérité. Mais en 1969, alors que la guerre est finie depuis 24 ans, on nous parle d'austérité, alors qu'on n'en parlait pas à l'époque de la guerre.

Nous avons—et je l'ai déjà dit à la Chambre—un régime d'austérité en temps de paix, un régime malade. Il existe un manque d'argent considérable. L'argent se trouve plus facilement en temps de guerre. C'est la raison pour laquelle nous disons que ce bill est contraire à la justice sociale à laquelle le gouvernement veut essayer de nous faire croire, car il taxera le pauvre. On taxera le plus grand nombre de gens; on taxera le pauvre qui gagne moins de \$6,000 au même titre que celui qui gagne plus de \$6,000.

Nous voterons contre—comme nous l'avons fait cet après-midi—la mise en vigueur de cette taxe de 2 p. 100 ou contre le maximum de \$120, non seulement parce que le gouvernement se trouve à empiéter sur un domaine qui relève de l'entreprise privée, mais aussi parce qu'il taxera davantage les pauvres. Il fera encore des pauvres en plus grand nombre et, à ce sujet, je suis d'accord avec l'honorable député de Trois-Rivières. En effet, si

malheureusement, un jour, il n'y a plus d'encouragement de l'initiative privée, si les riches n'ont plus de capital dans leurs goussets pour développer notre pays, les pauvres ne pourront plus gagner un salaire raisonnable.

C'est la raison pour laquelle nous disons qu'il existe un autre moyen d'aider le pauvre sans détruire le riche. Cette loi a pour but d'écraser les pauvres davantage, sans toucher aux riches, et nous, les créditistes, avons toujours dit qu'il y a assez d'abondance, assez de richesses, assez de valeurs, assez de garanties au Canada pour relever le niveau de vie des pauvres qui gagnent moins de \$6,000 par année, sans affecter ceux qui ont plus de talent, plus d'initiative, et qui ont du capital.

Il n'est pas question, quant à nous, de voter en faveur d'une loi qui va affecter les riches et taxer davantage les pauvres. Nous sommes d'avis qu'il faille aider les pauvres, sans affecter ceux qui ont du cœur au ventre, qui ont du talent, qui ont de l'initiative. C'est la raison pour laquelle nous disons que pour en arriver à de vraies réformes économiques au pays, il faut s'attaquer à la source du mal et non pas aux gagne-petit, qui constituent la majorité des Canadiens, à l'ouvrier qui gagne un petit salaire et qui doit vivre entre deux périodes de chômage ou entre deux guerres, au moyen d'allocations de bien-être social. Il faut s'attaquer au régime économique qui affecte le pauvre et le riche, car, actuellement, patrons, employés, cols blancs et ouvriers gagnant \$3,000 par année, sont tous «dans le même bateau». Il s'agit d'un bateau financier qui ne permet pas à l'économie canadienne de se développer en temps de paix. Elle a pu se développer en temps de guerre, mais des dettes ont été créées.

• (4.50 p.m.)

Nous disons, nous, les créditistes, que si nous avons pu développer le Canada pendant la guerre, alors que des dettes existaient au Canada, il est possible de développer le même pays avec les mêmes Canadiens, avec une main-d'œuvre encore plus compétente, avec une technique plus adéquate. Il est possible de développer notre pays beaucoup mieux en temps de paix qu'en temps de guerre, mais non pas au moyen d'une politique financière d'austérité qui oblige les Canadiens, comme disent les libéraux, à se serrer la ceinture.

Au fait, pourquoi devrions-nous nous serrer la ceinture, alors que les magasins sont remplis, que les entrepôts regorgent de marchandises, que les manufactures fonctionnent au ralenti, et que la province de Québec compte plus de 400,000 personnes qui bénéficient directement de lois de bien-être social ou de l'assistance publique? Alors que ces familles